

Procédure de traitement des demandes de raccordement des installations de stockage au réseau public de transport d'électricité dans les zones à gabarit

Date de la contribution : 07/01/2026

Question 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle il n'est pas souhaitable qu'un nombre restreint d'acteurs puisse réserver l'ensemble de la capacité disponible dans les zones à gabarit ?

Oui

Commentaire :

Oui, nous partageons l'analyse de la CRE. Il semble en effet pertinent de favoriser dans une certaine mesure une diversification de porteurs de projets sur ces zones à gabarit pour gérer au mieux le risque de défaut et maximiser les chances que des projets de stockage soient in fine bien mis en service sur ces zones à gabarit.

Néanmoins, au-delà du nombre d'acteurs, c'est plutôt la compétence et l'expertise des porteurs de projets qu'il conviendrait de pouvoir apprécier en premier lieu dans l'attribution de ces capacités de raccordement en zones à gabarit.

Or aujourd'hui la procédure d'attribution des capacités n'est basée EN RIEN sur la compétence des acteurs. En effet l'ordre de réception des PTF entre les acteurs ne dépend que de la rapidité avec laquelle ils soumettent leur demande de PTF. Or celle-ci ne comporte aucun élément sur l'avancé / la maturité des projets ou la compétence des acteurs, tant et si bien que les acteurs ne peuvent se départager que sur la vitesse avec laquelle ils soumettent leur PTF : c'est à celui qui clique le plus vite à la publication de Cartostock et ça se joue à la minute (et prochainement à la seconde) ! Ceci transforme cet exercice d'attribution des capacités et le développement de projets de stockage en un "jeu de casino" entraînant ensuite spéculations et effets délétères sur le terrain (comportements inappropriés auprès des propriétaires fonciers et mairies).

Pour y remédier, nous appelons à faire évoluer la procédure de raccordement pour basculer d'un modèle "first come, first served" à un modèle "first ready, first served", par exemple en demandant un justificatif de sécurisation foncière dès la demande de raccordement. Au-delà de pouvoir départager les acteurs sur un critère plus pertinent d'avancé du projet et de compétences des acteurs, ceci aurait également pour bénéfice de réduire mécaniquement le nombre de demandes de raccordement par Poste et solutionnerait en grande partie les sujets de position dominante d'un nombre réduit d'acteurs.

Question 2 : Êtes-vous favorable au processus envisagé par la CRE ?

Défavorable

Commentaire :

Pour les prochaines sessions Cartostock, et à moyen terme, il nous semble plus efficace de différencier les "candidatures" dès la demande de raccordement (en ajoutant un critère de sécurisation foncière par exemple => passer d'un modèle "first come, first served" à un modèle "first ready, first served"), ce qui limiterait mécaniquement le nombre de demandes de raccordement par Poste, réduirait le risque de situation de position dominante et éviterait à avoir à mettre en place une telle mécanique dont il est difficile de maîtriser tous les potentiels effets de bords.

Question 3 : Êtes-vous favorable à ce qu'un même demandeur ne reçoive pas de PTF en premier sur plus de 20 % (arrondi à l'entier supérieur) des postes en concurrence sur l'ensemble des postes éligibles à une ORO à gabarit faisant l'objet d'une même publication par RTE ?

Défavorable

Commentaire :

Nous pensons plus pertinent de faire évoluer la procédure pour qu'une différenciation sur la compétence ou la maturité du projet se fasse dès la demande de raccordement. Ceci diminuera mécaniquement le nombre de demandes de raccordement par poste et évitera une situation de position dominante.

Question 4 : Considérez-vous qu'il serait préférable de limiter la puissance de raccordement pour laquelle un opérateur pourrait recevoir une PTF en premier plutôt que le nombre de PTF ?

Non

Commentaire :

Nous ne sommes pas favorables à cette proposition. Il nous semble plus pertinent de privilégier la compétence des acteurs et la maturité des projets dans les critères d'attribution des capacités, quitte à ce qu'un acteur compétent se voit attribuer une grande puissance de raccordement.

Par ailleurs, il est difficile d'anticiper sur le moyen-long terme la puissance de raccordement minimale pour qu'un projet de stockage raccordé au réseau HTB soit économiquement viable. Il faut laisser aux acteurs la main sur cette décision d'investissement.

Question 5 : Êtes-vous favorable au délai d'une demi-journée entre les envois de PTF concurrentes ?

Favorable

Commentaire :

Oui, à partir du moment où les acteurs sont départagés en début de processus sur des critères de compétences et de maturité des projets (la demande de PTF inclut par exemple un justificatif de maîtrise foncière dont la véracité est démontrable) de sorte que l'ordre d'envoi des PTF est déterminé selon la compétence des acteurs, alors OUI, le délai d'envoi des PTF concurrentes d'une demi-journée nous semble alors pertinent.

Question 6 : Avez-vous une autre proposition concernant les modalités du séquençement de l'envoi des PTF dans les zones à gabarit ?

L'enjeu réside plus sur le début du processus, c'est-à-dire à la publication de la cartographie et dès la demande de raccordement que sur la séquence d'envoi des PTF dont l'ordre dépend de l'ordre des demandes de raccordement.

Il nous semble que :

1. RTE doit communiquer à minima 10 jours à l'avance la date et l'HEURE de publication de nouvelles zones à gabarit (pour éviter que les acteurs aient à rafraîchir une page web toutes les 15 secondes pendant une journée)
2. Et que la demande de raccordement inclut un critère de différenciation des acteurs, tels qu'un justificatif de maîtrise foncière dont la véracité est démontrable, comme précisé dans les précédentes réponses de façon à basculer d'un « first come, first served » à un « first ready, first served ».

Question 7 : Avez-vous des remarques complémentaires ?

N/A